

**JOURNEES DE REFLEXION SUR « LA PROBLEMATIQUE DE
PAIX, DE DEMOCRATIE ET DE DEVELOPPEMENT AU
BURUNDI »**

DU 14 AU 15 JANVIER 1999

HOTEL NOVOTEL-BUJUMBURA

ORGANISATEUR : FONDATION POUR L'UNITE, LA PAIX ET LA DEMOCRATIE

**MOT D'INTRODUCTION PRONONCE PAR LE VICE-PRESIDENT DE LA FONDATION
POUR L'UNITE ET LA DEMOCRATIE A L'OCCASION DE L'OUVERTURE DES
JOURNEES DE REFLEXION SUR « LA PROBLEMATIQUE DE PAIX, DE DEMOCRATIE
ET DE DEVELOPPEMENT ».**

Excellence (s) Monsieur (s) le (s) Ministre (s) ;
Honorables Représentants du Peuple ;
Excellences Messieurs les Ambassadeurs ;
Excellences Mesdames et Messieurs les Représentants des Organismes
Internationaux ;
Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs les membres de la Fondation ;

Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un honneur de vous accueillir dans cette salle pour les travaux des journées de réflexion sur la problématique de paix, de démocratie et de développement au Burundi, travaux qui vont durer deux jours et que Son Excellence le Ministre des Droits de la Personne Humaine, des Réformes Institutionnelles et des Relations avec l'Assemblée Nationale va ouvrir tout à l'heure.

C'est donc avec joie que je vous souhaite la bienvenue et profite de l'occasion pour souhaiter au nom de la Fondation et à chacun d'entre vous les meilleurs vœux pour l'année 1999 qui commence.

Justement à propos de cette année, les espoirs sont grands pour les Burundi et nos amis que notre pays puisse marquer un renforcement effectif et définitif tant au niveau de la sécurité que des Institutions afin qu'il retrouve la stabilité de la paix, conditions indispensables pour tout amorçe de développement. Mais pour atteindre ce souhait, des préalables sont sans doute nécessaires. Nous pensons en particulier à la nécessité de mener un débat dépassionné et franc sur toutes les questions sur lesquelles il y a des divergences fondamentales au niveau des différents acteurs politiques et apolitiques ou courants de pensée prévalant dans notre pays, ceci afin d'arriver à un consensus au niveau des orientations et de la « figure » qu'aura notre pays en ce début proche du 21^{ème} siècle.

Parmi les acteurs interpellés pour définir l'avenir de notre pays afin de le sortir des dangereux méandres où il risquait de s'égarer, figure la société civile.

C'est dans ce cadre que la Fondation pour l'Unité, la Paix et la Démocratie a voulu organiser ces journées de réflexion portant sur la problématique de paix, de démocratie et de développement de notre pays.

Nous comptons sur vous tous, conférenciers et participants pour mettre à profit ces deux journées de réflexion pour penser sans frontières aux voies et moyens à mettre en œuvre pour retrouver le chemin de la paix et du développement.

Ainsi, vous aurez contribué à démentir l'adage-boutade de Sören Kierkegaard qui disait, je cite : « Les gens utilisent rarement les libertés dont ils disposent : la liberté de penser par exemple. A la place ils réclament la liberté de parole, à titre de compensation » fin de citation.

Les sujets qui vous seront proposés pour justement exercer de façon constructive votre liberté de penser sur le thème central, porteront sur les thèmes suivants :

« Les négociations d'Arusha : enjeux, espoirs et handicaps » ; thème qui sera traité aujourd'hui.

Pour demain, nous vous suggérons d'échanger sur le thème suivant :

« La crise socio-économique actuelle : état des lieux, handicaps pour la paix, voies et moyens d'en sortir ».

Nous vous invitons donc à apporter votre contribution sans arrière-pensées en se rappelant certains principes utiles comme celui de Henry de Montherlant qui disait que « l'on reconnaît l'homme libre à ce qu'il est attaqué simultanément ou successivement par les partis opposés » ou celui de Robert Schuman qui prodiguait cette recommandation à ses contemporains mais sans doute à nous aussi : « Il faut être modéré en tout, jusque dans la modération ».

Sur ce, sans vouloir être trop prolix et avant de passer la parole à Son Excellence le Ministre des Droits de la Personne Humaine, des Réformes Institutionnelles et des Relations avec l'Assemblée Nationale, je tiens à vous remercier chaleureusement d'avoir répondu à notre invitation et souhaiter que les réflexions qui émaneront de ces journées soient une voix parmi les contributions de la société civile dans le processus de retour à la paix et l'amorce d'un développement durable pour notre peuple.

Je m'en voudrais de terminer mon petit mot d'introduction sans remercier toutes les personnes et les différents organismes et Institutions qui ont rendu ce rendez-vous possible. Je citerai en particulier :

Les conférenciers qui ont accepté de mettre leurs compétences au service de ce débat ;

Le Ministère chargé du Processus de Paix ;

Le Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Réformes Institutionnelles et des Relations avec l'Assemblée Nationale dont le titulaire a par ailleurs accepté d'ouvrir ces journées et d'y animer une conférence ;

L'Agence Suédoise de Développement International et, last but not least ;

Le Programme des Nations Unies pour le Développement.

Je vous remercie.